

Bernard Debré, ancien ministre et député, est mort

Le Monde, 13 septembre 2020

Urologue et homme politique engagé à droite, il fut notamment ministre de la coopération dans le gouvernement Balladur, de 1994 à 1995.

L'ancien ministre et ex-député de droite Bernard Debré est mort à l'âge de 75 ans, a annoncé son frère Jean-Louis Debré, confirmant une information du Point.

Grand médecin, Bernard Debré était membre d'une importante famille politique de la V^e République : il est le fils de Michel, qui fut le premier premier ministre du général de Gaulle, et le frère jumeau de Jean-Louis, également ancien ministre et ex-président UMP de l'Assemblée nationale et du Conseil constitutionnel.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a salué un « *héritier du gaullisme* » qui « *n'hésitait jamais à sortir des cadres et à dire le vrai dès qu'il s'agissait de l'intérêt du pays* » : « *De l'hôpital à la poli-*

tique, Bernard Debré fut toute sa vie un homme d'action. »

« Figure majeure » de la droite

« *Professeur et élu de la nation, c'est avec la même énergie que Bernard Debré soignait les maux de ses patients et ceux de ses concitoyens. Cet humanisme qu'il puisait dans ses racines gaullistes ne le quittera jamais* » a également souligné le premier ministre, Jean Castex. De nombreux dirigeants à droite ont également salué son franc-parler et son « *esprit libre* ».

« *Bernard Debré était une figure majeure de notre famille politique. Il aura servi inlassablement la France par son engagement politique comme ministre, député et maire mais aussi comme grand professeur de médecine reconnu et respecté* » a souligné le

chef des Républicains (LR), Christian Jacob.

« *J'apprends avec tristesse le décès de mon collègue Bernard Debré. C'était un homme droit qui n'avait pas la langue dans sa poche, un grand médecin, un gaulliste. Toutes mes condoléances à ses proches* » a aussi réagi, au sein de sa famille politique, le député du Vaucluse Julien Aubert. « *Un esprit libre, indépendant et profondément engagé au service des autres, tant dans son parcours médical que politique* » a également salué le maire de Nice, Christian Estrosi.

Le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (La République en marche) a rendu hommage à un « *homme chaleureux et passionné* » qui inspirait « *le respect de tous* » tandis que le patron du Parti socialiste, Olivier Faure, salue « *un homme de bien* », « *courtois, fin, drôle, humain et amical* ».

Un grand nom de la médecine

Bernard Debré fut à partir de 1986 député d'Indre-et-Loire, département dont il a été conseiller général (RPR, devenu UMP puis LR) de 1992 à 1994. Il a été également ministre de la coopération dans le gouvernement d'Edouard Balladur (1994-1995), maire d'Amboise de 1992 à

2001 et député de Paris.

Chevalier de la Légion d'honneur, Bernard Debré était aussi un grand nom de la médecine : chirurgien, professeur d'université, il fut chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin, où fut notamment soigné le président François Mitterrand. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment de réflexion sur l'éthique médicale : *La France malade de sa santé* (1983), *Le Voleur de la vie : la bataille du sida* (1989), *Avertissement aux malades, aux médecins et aux élus* (2002), ou encore *Nous t'avons tant aimé : l'euthanasie, l'impossible loi* (2004).

Dans ses textes, il n'hésitait pas à créer la polémique et bousculer la profession. En 2015, il avait reçu avec son coauteur Philippe Even un blâme de l'ordre des médecins après la sortie de leur *Guide controversé des 4 000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux*. Les deux hommes s'étaient ensuite attiré les foudres des psychiatres en 2018 pour un livre très critique sur les antidépresseurs, présentés comme le « *marché du siècle* » (*Dépressions, antidépresseurs, psychotropes et drogues*), et affirmant contre l'avis de nombreux spécialistes que 80 % des dépressions sont « *élevées de façon délibérée au rang de maladies* ».

Sur la scène politique, il goûtait aussi aux prises de position tranchées, y compris lors des guerres internes au sein de la droite. Ce soutien de Fran-

çois Fillon avait plaidé à plusieurs reprises pour que Nicolas Sarkozy ne soit pas candidat à la présidentielle de 2017. L'UMP n'a « *pas à se cour-*

ber devant Nicolas Sarkozy » et la primaire est indispensable, estimait-il en 2014.

Le Monde avec AFP